

11.2 Croissance - Productivité

Soutenue par l'augmentation du pouvoir d'achat, l'économie française accélère en 2015 : le **produit intérieur brut (PIB)** progresse de 1,3 % en volume, après + 0,6 % en 2014. Il s'agit de la plus forte croissance depuis 2011. La hausse de la consommation des ménages s'affermi et les dépenses d'investissement rebondissent. La **contribution** de la **demande intérieure finale** hors stocks à la croissance du PIB en volume s'élève à + 1,4 point.

En 2015, l'**investissement** de l'ensemble de l'économie augmente de 1,0 % en volume, après - 0,3 % en 2014. Ce rebond est imputable à une accélération de l'investissement des entreprises ainsi qu'à un moindre recul de l'investissement des ménages et des **administrations publiques (APU)**. L'accélération de l'investissement des entreprises non financières est particulièrement marquée dans les activités scientifiques et techniques et les services d'information-communication. Dans la construction, la baisse de leur investissement est moindre.

La situation des **sociétés non financières (SNF)** s'améliore, en 2015, pour la troisième année consécutive. Leur **valeur ajoutée** accélère en valeur et progresse plus vite que les rémunérations des salariés. De plus, la montée en charge du crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi améliore leur **excédent brut d'exploitation (EBE)**, qui se redresse nettement et contribue à la reprise du taux de marge depuis 2014. En 2015, celui-ci gagne un point pour s'établir à 31,4 %. Le taux d'autofinancement des sociétés non

financières bondit pour atteindre son plus haut niveau depuis 2005.

La **production** manufacturière prend de l'élan. L'accélération de cette **branche d'activité** résulte en premier lieu d'un rebond de la production de la branche cokéfaction-raffinage. La production de biens d'équipement se redresse également. De plus, celle de « autres produits manufacturés » et celle de matériels de transport accélèrent nettement. En revanche, la production de biens alimentaires ralentit. La production d'énergie-eau-déchets reprend en 2015. Celle de services marchands se raffermi. Son dynamisme provient en particulier de l'accélération de la branche services aux entreprises ainsi que de la branche commerce. Les branches d'information-communication, d'hébergement-restauration, de services immobiliers et de services aux ménages accélèrent, elles aussi, tandis que la production de la branche transport reste atone. En revanche, la production de services financiers stagne, après s'être accrue en 2014. Enfin, l'activité dans la construction continue de baisser et l'activité agricole se replie.

L'emploi augmente légèrement, en 2015, grâce à la progression de l'emploi non marchand (+ 0,5 %) dynamisé par les emplois aidés. Dans le sillage de la reprise d'activité, l'emploi salarié du secteur marchand non agricole se stabilise, après deux années consécutives de baisse. La **productivité horaire apparente du travail** ralentit : sa croissance s'établit à + 0,4 %, après + 1,0 % en 2014. ■

Définitions

Produit intérieur brut (PIB) : résultat final de l'activité de production des unités productrices résidentes. Il peut se définir de trois manières : la somme des valeurs ajoutées brutes des différents secteurs institutionnels (SI) ou des différentes branches d'activité, augmentée des impôts moins les subventions sur les produits ; la somme des emplois finals intérieurs de biens et de services, plus les exportations, moins les importations ; la somme des emplois des comptes d'exploitation des SI.

Administrations publiques (APU), branche d'activité, contribution à l'évolution d'un agrégat, demande intérieure finale, excédent brut d'exploitation (EBE), institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM), investissement ou formation brute de capital fixe (FBCF), production, productivité apparente du travail, sociétés financières, sociétés non financières, solde du commerce extérieur, valeur ajoutée : voir rubrique « Définitions » en annexes.

Pour en savoir plus

- « L'économie française », *Insee Références*, édition 2016.
- « Les comptes de la Nation en 2015 – le PIB et le pouvoir d'achat des ménages accélèrent, l'investissement se redresse », *Insee Première* n° 1597, mai 2016.
- « Comprendre le ralentissement de la productivité en France », *La note d'analyse*, Commissariat général à la stratégie et à la prospective, janvier 2016.

Retrouvez le TEF sur www.insee.fr dans la collection « Insee Références »

Les comptes de la Nation en 2015

en %

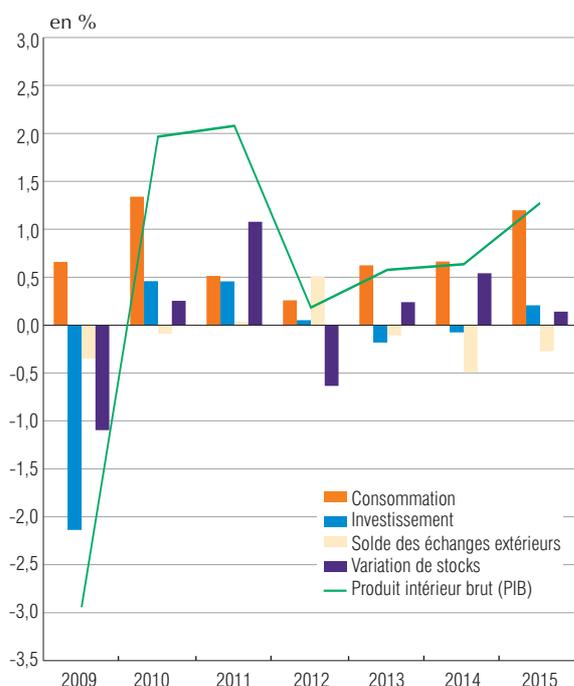
	Évolution en volume aux prix de l'année précédente chaînés ¹			2015			
	13/12 (r)	14/13 (r)	15/14	en milliards d'euros	Évolution		Contribution au PIB en points
					des prix	en valeur	
Produit intérieur brut (PIB)	0,6	0,6	1,3	2 181	0,6	1,9	1,3
Importations de biens et services	2,1	4,7	6,6	685	-3,0	3,5	-2,1
Total des emplois finals	0,9	1,6	2,5	2 866	-0,2	2,3	3,3
Consommation finale effective des ménages	0,7	0,9	1,6	1 541	-0,2	1,4	1,1
<i>dont : dépense de consommation des ménages</i>	<i>0,5</i>	<i>0,7</i>	<i>1,5</i>	<i>1 156</i>	<i>-0,2</i>	<i>1,3</i>	<i>0,8</i>
<i>dépense de conso. individualisable des administrations</i>	<i>1,4</i>	<i>1,8</i>	<i>1,6</i>	<i>339</i>	<i>-0,2</i>	<i>1,4</i>	<i>0,3</i>
Consommation collective des administrations publiques	1,5	-0,1	1,0	183	-0,3	0,8	0,1
Formation brute de capital fixe	-0,8	-0,3	1,0	469	-0,3	0,7	0,2
<i>dont : entreprises non financières</i>	<i>0,2</i>	<i>1,6</i>	<i>2,8</i>	<i>263</i>	<i>-0,2</i>	<i>2,6</i>	<i>0,3</i>
<i>ménages</i>	<i>-0,5</i>	<i>-3,5</i>	<i>-0,8</i>	<i>108</i>	<i>0,2</i>	<i>-0,6</i>	<i>0,0</i>
<i>administrations publiques</i>	<i>-0,7</i>	<i>-5,7</i>	<i>-3,8</i>	<i>75</i>	<i>-1,4</i>	<i>-5,1</i>	<i>-0,1</i>
Variation des stocks ²	0,2	0,5	0,1	19	///	///	0,1
Exportations de biens et services	1,9	3,3	6,1	655	-0,4	5,7	1,8

1. Y c. les acquisitions moins cessions d'objets de valeur.

2. Contributions à la croissance du PIB pour la variation des stocks.

Source : Insee, comptes nationaux - base 2010.

Contributions à la croissance du PIB en volume



Source : Insee, comptes nationaux - base 2010.

Évolution de la productivité horaire apparente du travail par branche

en %

	13/12 (r)	14/13 (r)	15/14
Agriculture, sylviculture et pêche	0,8	16,5	-5,1
Ind. manufacturière, ind. extractives et autres	2,9	0,4	3,1
Ind. extractives, énergie, eau, gestion des déchets et dépollution	4,8	-1,1	0,5
Fabr. de denrées alimentaires, de boissons et de produits à base de tabac	0,9	0,2	1,7
Cokéfaction et raffinage	-2,5	83,0	7,5
Fabr. de machines et d'équip. électriques ¹	6,6	1,7	3,1
Fabrication de matériels de transport	-2,3	-10,1	12,2
Fabrication d'autres produits industriels	2,8	1,4	3,0
Construction	2,3	-0,9	-1,0
Services principalement marchands	1,4	0,9	0,2
Commerce, transports, héb. et restauration	1,6	1,0	1,1
Information et communication	-0,7	2,6	1,6
Activités financières et d'assurance	1,0	1,6	-1,7
Activités immobilières	2,7	2,2	1,2
Act. scient. et tech. ; serv. adm. et de soutien	0,8	-0,1	-1,0
Autres services	0,5	0,0	0,0
Services principalement non marchands²	1,2	0,6	-0,1
Ensemble	1,6	1,0	0,4

1. Y c. fabrication d'équipements électroniques et informatiques.

2. Regroupement Admin. publique, Enseignement, Santé humaine et action sociale.

Source : Insee, comptes nationaux - base 2010.

Taux de croissance du PIB en volume dans quelques pays du monde

en %

	14/13 (r)	15/14		14/13 (r)	15/14		14/13 (r)	15/14
Allemagne	1,6	1,7	Grèce (p)	0,7	-0,2	Rép. tchèque	2,0	4,2
Autriche	0,4	0,9	Hongrie	3,7	2,9	Roumanie (p)	3,0	3,8
Belgique	1,3	1,4	Irlande	5,2	7,8	Royaume-Uni	2,9	2,3
Bulgarie	1,5	3,0	Italie	-0,3	0,8	Slovaquie	2,5	3,6
Chypre (p)	-2,5	1,6	Lettonie	2,4	2,7	Slovénie	3,0	2,9
Croatie	-0,4	1,6	Lituanie	3,0	1,6	Suède	2,3	4,1
Danemark	1,3	1,2	Luxembourg	4,1	4,8	UE	1,4	1,9
Espagne (p)	1,4	3,2	Malte	3,7	6,3	Islande	2,0	4,0
Estonie	2,9	1,1	Pays-Bas (p)	1,0	2,0	Norvège	2,2	1,6
Finlande	-0,7	0,5	Pologne	3,3	3,6	Suisse (p)	1,9	...
France	0,2	1,2	Portugal	0,9	1,5			

Source : Eurostat.

Avertissement

Sauf mention contraire, les données nationales se réfèrent à la France métropolitaine et aux cinq départements d'outre-mer (sauf mention contraire Mayotte est inclus dans les données de la France). Le terme République française concerne la France et les collectivités d'outre-mer.

Les données chiffrées sont parfois arrondies (selon les règles mathématiques). Le résultat arrondi d'une combinaison de données chiffrées (qui fait intervenir leurs valeurs réelles) peut se trouver légèrement différent de celui que donnerait la combinaison de leurs valeurs arrondies.

Les comparaisons internationales s'appuient en général sur les données issues d'organismes internationaux (Eurostat, ONU, etc.) qui peuvent diverger des sources produites par les instituts nationaux de statistiques, notamment pour l'Insee, pour les données françaises. En effet, ces organismes effectuent souvent des ajustements de champ ou de méthode, d'ampleur souvent réduite, afin de produire des données comparables d'un pays à l'autre.

Sauf précision contraire, les indicateurs relatifs à l'Union européenne (UE) figurant dans cet ouvrage portent sur l'UE à 28.

Signes conventionnels utilisés

///	Absence de résultat due à la nature des choses
...	Donnée non disponible
e	Donnée estimée
n.s.	Donnée non significative
p	Donnée provisoire
r	Donnée révisée par rapport à l'édition précédente
€	Euro
k	Millier
M	Million
Md	Milliard

Les clés des Tableaux de l'économie française

Numéro du thème
et de la double page

11.4 Prix à la consommation

Les mots en gras et
en couleur sont
définis plus bas ou
dans la rubrique
« Définitions »
en annexes

Une présentation
synthétique sur
chaque double-
page

Des définitions pour
comprendre les concepts
clés de la double page

Toutes les définitions
sont regroupées dans la
rubrique « Définitions »
en annexes

Des publications
téléchargeables
gratuitement pour
approfondir le sujet
Adresses des sites
Internet à retrouver dans
la rubrique « Adresses
utiles » en annexes

Après trois ans de ralentissement, la variation de l'**indice des prix à la consommation (IPC)** devient nulle en moyenne annuelle entre 2014 et 2015, pour la première fois depuis soixante ans. Cette relative inertie masque des évolutions contraires avec, d'une part des baisses marquées comme les prix de l'énergie et, dans une moindre mesure, des produits manufacturés, et d'autre part des hausses de prix notamment dans les services et un renchérissement des produits alimentaires. De même, les tendances ont évolué en cours d'année : orienté à la baisse en début d'année (-0,4 % en janvier), le taux d'**inflation** mesuré par la variation sur un an en fin d'année de l'IPC se redresse pour s'établir à +0,2 % fin 2015. Mesuré à partir de l'**indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH)**, il suit le même mouvement en France et dans l'ensemble de la zone euro. L'indicateur d'**inflation sous-jacente** qui exclut les composantes les plus volatiles de l'indice des prix à la consommation (énergie, produits frais et mesures fiscales) augmente davantage en cours d'année, quant à lui, pour s'établir à +0,9 % fin 2015.

Engagée à partir du 2nd semestre 2014, la chute des produits pétroliers se poursuit en 2015. Comme en 2014, cette baisse est plus marquée pour les combustibles liquides (-17,6 % sur un an, fin 2015) que pour les carburants (-9,3 % pour le gazole, -6,7 % pour l'essence fin 2015), du fait des écarts de taxation sur ces produits. De même, les prix du gaz se contractent en 2015

Définitions

Indice des prix à la consommation (IPC) : instrument de mesure de l'inflation. Il permet d'estimer, entre deux périodes données, la variation moyenne des prix des produits consommés par les ménages. C'est une mesure synthétique de l'évolution de prix des produits, à qualité constante. Il est publié chaque mois au *Journal Officiel*. L'indice des prix hors tabac sert à indexer de nombreux contrats privés, des pensions alimentaires, des rentes viagères et aussi à revaloriser le Smic. L'indice retenu pour le Smic est celui des « ménages du 1^{er} quintile de la distribution des niveaux de vie, hors tabac ». Voir la suite de cette définition dans la rubrique « Définitions » en annexes.

Indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH), inflation, inflation sous-jacente : voir rubrique « Définitions » en annexes.

Pour en savoir plus

- « En décembre 2015, le prix du pétrole chute à nouveau », *Informations rapides* n° 12, Insee, janvier 2016.
- « Indice des prix à la consommation – moyennes annuelles 2014 et 2015 », *Informations rapides* n° 6, Insee, janvier 2016.
- « Décembre 2015 – Le taux d'inflation annuel de la zone euro en hausse à 0,2 % », *Communiqué de presse* n° 12, Eurostat, janvier 2016.
- Indices et séries statistiques (www.insee.fr).

Retrouvez le TEF sur www.insee.fr dans la collection « Insee Références »

114

TEF, édition 2017 - Insee Références

Une orientation vers le site www.insee.fr sur lequel vous trouverez l'ouvrage en ligne ainsi que les données mises à jour au fur et à mesure de leur disponibilité en attendant la prochaine édition papier

(-7,2 % fin 2015). *A contrario* ceux de l'électricité poursuivent leur hausse (+4,2 %).

En 2015, la baisse des prix des produits manufacturés se prolonge avec toutefois des évolutions assez différentes selon les produits. Ainsi, les reculs des prix des médicaments et des produits pharmaceutiques s'accroissent (-3,9 % fin 2015, après -2,9 % fin 2014), en raison des mesures de maîtrise des dépenses de santé. En outre, les prix des articles d'habillement et des chaussures se replient légèrement (-0,2 % fin 2015, contre +0,3 % fin 2014).

Même s'ils ont ralenti, les prix des services restent relativement dynamiques en 2015 (+1,2 % en moyenne, après +1,7 % en 2014, année au cours de laquelle ils avaient été tirés à la hausse par les relèvements de taux de TVA). En 2015, les loyers, pour la plupart indicés sur les évolutions de l'inflation, augmentent modérément. De plus, les prix des services de transport sont globalement en baisse. En revanche, les prix des services postaux accélèrent nettement en moyenne (+8,9 %, après +4,1 % en 2014) tandis que ceux des télécommunications se redressent (+0,6 %, après -0,1 %).

En 2015, les prix de l'alimentation augmentent en moyenne de 0,4 % (après un recul de 0,8 % en 2014) du fait du rebond des prix des produits frais (+5,3 % en moyenne en 2015, après -4,1 % l'année précédente). Hors produits frais, les prix de l'alimentation diminuent de 0,2 % en moyenne en 2015. ■

Titre de la double-page

Prix à la consommation 11.4

Évolution de l'indice des prix à la consommation par fonction de consommation en 2015

en %

Unité

Fonction de consommation	Évolution 15/14			Fonction de consommation	Évolution 15/14		
	Pondération ¹ 2015	Moyenne annuelle	Glissement déc. à déc. ²		Pondération ¹ 2015	Moyenne annuelle	Glissement déc. à déc. ²
Ensemble (y c. tabac)	10 000	0,0	0,2	Transport	1 504	-1,5	-1,1
Ensemble (hors tabac)	9 801	0,0	0,0	Achats de véhicules	335	0,8	1,9
Alimentation, boissons non alcoolisées	1 495	0,4	0,5	Utilisation de véhicules personnels	890	-3,0	-2,2
Produits alimentaires	1 360	0,5	0,6	Services de transport	279	0,9	-1,1
Boissons non alcoolisées	135	-0,5	-0,6	Communications	257	0,4	1,0
Boissons alcoolisées et tabac	367	0,6	0,6	Services postaux	18	8,9	8,8
Boissons alcoolisées	168	0,9	1,1	Matériel de téléphonie et de télécopie	19	-11,3	-8,8
Tabac	199	0,3	0,3	Services de téléphonie et de télécopie	220	0,6	1,2
Habillement et chaussures	451	-0,9	-0,2	Loisirs et culture	792	0,2	0,9
Habillement	350	-1,2	-0,3	Équipements audio-visuels, photo et informatiques	136	-4,3	-1,7
Chaussures y c. réparation	101	0,3	0,0	Autres biens durables (loisirs)	33	0,7	1,4
Logement, chauffage, éclairage	1 441	0,4	-0,2	Autres articles et equip. de loisirs	209	-0,1	0,7
Chauffage, éclairage	498	-0,6	-2,0	Services récréatifs et culturels	245	1,7	1,1
Meubles, équip. ménager, entretien maison	579	0,0	0,5	Presse, livres et papeterie	141	2,1	2,5
Meubles, tapis, revêtements de sol	159	0,1	0,4	Voyages touristiques tout compris	28	1,2	5,4
Articles de ménage en textile	42	0,7	1,7	Éducation	23	1,5	1,2
Appareils ménagers	86	-1,5	-0,6	Hôtellerie, cafés, restaurants	797	1,4	1,6
Verre, vaisselle, ustensiles de ménage	63	0,2	1,4	Restauration et cafés	613	1,3	1,3
Outillage pour la maison et le jardin	56	0,6	0,2	Services d'hébergement	184	1,7	2,9
Entretien courant de l'habitation	173	0,1	0,6	Autres biens et services	1 286	1,2	1,2
Santé	1 008	-1,2	-1,4	Soins personnels	290	-0,2	0,1
Médicaments et produits pharmaceutiques	441	-3,4	-3,9	Effets personnels (non définis ailleurs)	115	0,8	1,0
Médecine non hospitalière	567	0,5	0,5	Protection sociale	434	1,6	1,4
				Assurances	250	2,6	2,9
				Services financiers	67	0,7	0,7
				Autres services	130	1,0	0,7

Champ, source, notes de lecture, précisions sur les données en bas de chaque tableau ou graphique

1. Les pondérations de l'indice sont calculées chaque année à partir de la consommation des ménages au sens de la comptabilité nationale.
2. Évolution de l'indice de décembre 2015 par rapport à l'indice de décembre 2014.
Note : base 100 en 2015.
Champ : ensemble des ménages.
Source : Insee, indice des prix à la consommation.

Quelques hausses et baisses de prix en 2015

glissement annuel de déc. à déc. en %

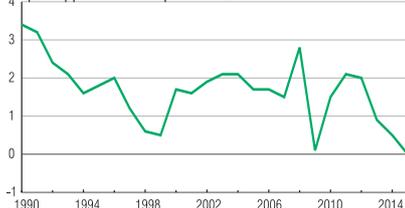
Hausses	15/14	Baisses	15/14
Pommes de terre	+ 9,4	Combustibles liquides	-17,6
Services postaux	+ 8,8	Gazole	-9,3
Fruits de mer surgelés	+ 7,1	Matériel de téléphonie et de télécopie	-8,8
Poissons frais	+ 7,0	Sucre	-8,1
Fruits secs et fruits à coque	+ 5,8	Appareils photo et caméras	-7,3
Transport maritime de passagers	+ 5,5	Gaz	-7,2
Centres de vac., camping, auberges de jeunesse et héberg. similaires	+ 5,4	Transport combiné de passagers	-6,9
Forfaits touristiques	+ 5,4	Essence	-6,7
Fruits frais	+ 5,4	Produits pharmaceutiques	-4,9
Journaux et publications périodiques	+ 4,7	Transport aérien de passagers	-4,0

Note : évolution de l'indice de décembre 2015 par rapport à l'indice de décembre 2014.
Source : Insee, indice des prix à la consommation.

Des tableaux concernant la France y compris les DOM sauf indication contraire

Évolution de l'indice des prix à la consommation de 1990 à 2015

par rapport à l'année précédente en %



Note : la variation annuelle de l'indice des prix à la consommation est l'évolution de l'indice moyen annuel. Cet indice est la moyenne arithmétique des douze indices mensuels.
Source : Insee, indice des prix à la consommation.

Des graphiques d'illustration

Évolution des indices des prix à la consommation harmonisés dans la zone euro et dans l'UE en 2015

glissement annuel de déc. à déc. en %

	15/14	15/14	
Allemagne	0,2	Lettonie	0,4
Autriche	1,1	Lituanie	-0,2
Belgique	1,5	Luxembourg	0,9
Chypre	-0,6	Malte	1,3
Espagne	-0,1	Pays-Bas	0,5
Estonie	-0,2	Portugal	0,3
Finlande	-0,2	Slovaquie	-0,5
France	0,3	Slovénie	-0,6
Grèce	0,4	Zone euro	0,2
Irlande	0,2	UE	0,2
Italie	0,1		

Note : évolution de l'indice de décembre 2015 par rapport à l'indice de décembre 2014.
Source : Eurostat.

Des données de cadrage européennes ou mondiales